

- pour ce qui est de la sensibilisation des utilisateurs finaux, les programmes d'éducation (figure 2) arrivent en deuxième position; plus de la moitié des enseignants et des étudiants ont indiqué qu'ils avaient le sentiment d'être plus autonomes et expérimentés et qu'ils observaient un impact sectoriel plus grand au niveau de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Dans certains cas, la qualité des supports éducatifs, ainsi que l'accès à ces outils, se sont améliorés. De nouvelles méthodes d'apprentissage ont également rehaussé la qualité de l'éducation;

- dans le domaine des modes de subsistance (figure 3), les TIC facilitent l'accès des agriculteurs aux marchés et améliorent leur pouvoir de négociation. Mais elles accroissent aussi leurs capacités productives, ce qui contribue à la lutte contre la pauvreté (OMD 1). On note cependant de forts écarts entre les projets réussis et ceux qui le sont moins. Les projets les moins efficaces sont notamment handicapés par la médiocrité de l'accès à Internet dans les zones rurales. L'impact économique est donc moins important que prévu. La plupart des projets du secteur commencent par un programme étendu de renforcement des capacités, ce qui explique le haut niveau de responsabilisation. L'objectif à court terme est d'apporter davantage de compétences aux utilisateurs finaux et d'augmenter l'impact économique;

- les programmes de santé (figure 4) ont surtout un impact sur la sensibilisation et sur la responsabilisation initiale. La faiblesse des chiffres présentés ici tient au caractère récent de ces programmes. L'analyse critique prévue en 2006 donnera un meilleur aperçu de l'impact réel des TIC dans ce secteur. Certains éléments indiquent déjà que les TIC permettent de contourner des difficultés liées au manque de connaissances médicales spécifiques – un problème qui concerne surtout les hôpitaux ruraux. L'échange de connaissances et d'informations améliore la qualité des soins de santé (OMD 5 et 6).

Satisfaction et impact: perspective du partenaire de projet

L'un des traits distinctifs de l'approche IICD tient à ce que son personnel travaille main dans la main avec les partenaires locaux. La collaboration est particulièrement intense pendant la phase d'élaboration des projets. Alors que l'IICD intervient pour faciliter le processus et donner des conseils, il s'assure toujours que le partenaire chargé de la mise en œuvre s'approprie effectivement le projet. C'est la condition indispensable pour une intégration réussie.

Les partenaires de l'IICD apprécient vivement ce soutien. Comme les années précédentes, ils affichent un net sentiment d'appropriation et de

Figure 5 - L'efficacité de l'assistance : l'élaboration d'un projet

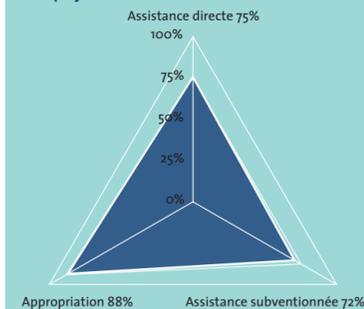
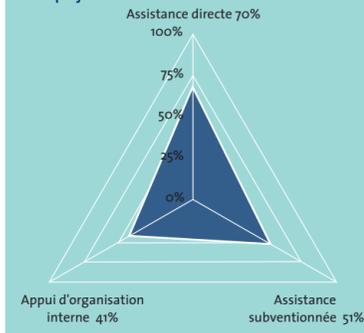


Figure 6 - L'efficacité de l'assistance : l'exécution d'un projet



satisfaction quant à l'aide de l'IICD au cours de l'élaboration d'un projet (figure 5). On note aussi une satisfaction accrue pour l'assistance directe aux projets apportée par le personnel de l'IICD (figure 6), avant la qualité des conseils fournis par les consultants locaux (assistance subventionnée). Les partenaires sont, comme les années précédentes, moins contents de l'appui au projet assuré par l'organisation elle-même. Cela souligne la nécessité toujours à l'ordre du jour de renforcer le marketing interne et l'institutionnalisation des projets par les organisations.

Vers une nouvelle approche stratégique: la démultiplication

L'IICD tournera une page de son histoire dès la première année d'application de son nouveau cadre stratégique 2006-10. En approuvant ce nouveau cadre et en renouvelant son financement à l'IICD pour les cinq prochaines années, le gouvernement néerlandais a reconnu le caractère unique de la contribution de l'IICD au programme de coopération internationale du pays. Cette marque de confiance du principal bailleur de fonds de l'IICD est liée aux résultats concrets obtenus par l'Institut – relayés par l'évaluation approfondie réalisée à la demande de la Direction

générale des Pays-Bas pour la coopération internationale (DGIS). Cette nouvelle stratégie reflète la maturité croissante des programmes-pays, dont la plupart sont dorénavant parvenus à une masse critique de projets dans différents secteurs. En 2006, l'objectif de démultiplication viendra rejoindre les objectifs stratégiques d'intégration et de collecte. L'IICD entend ainsi constituer, à partir des connaissances et des expériences accumulées avec les programmes-pays, un corpus d'expertise qui sera mis à la disposition des autres bailleurs et pays. Pour ce faire, l'IICD doit devenir une organisation experte ayant un statut international reconnu de porte-parole et de conseil.

L'approfondissement de l'expertise fait partie des recommandations formulées par la DGIS à l'issue de son évaluation. Mais celle-ci préconisait aussi de multiplier les partenariats public/privé et de diversifier les sources extérieures de financement. L'IICD s'est engagé dans cette voie en 2005, en élaborant une stratégie de citoyenneté d'entreprise et en organisant une large consultation avec ses partenaires du Sud, pour voir comment de tels partenariats pourraient contribuer à la concrétisation de leurs objectifs.

Les partenaires des télécentres se regroupent

Au Mali, même les cybercafés marchands de la capitale sont souvent menacés par la faillite. On imagine dès lors facilement les difficultés que rencontrent les télécentres ruraux pour être viables financièrement. L'IICD, l'USAID, Geekcorps, l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC), l'Unesco, KfW (banque allemande de micro-finance) et Helen Keller International sont les principaux bailleurs et ONG internationaux soutenant les télécentres au Mali à des fins de développement. La plupart de ces télécentres se situent en zones rurales. Tous – y compris les trois soutenus par l'IICD – connaissent les mêmes difficultés, à savoir des prix exorbitants et une connectivité à Internet déplorable. Par conséquent, ces organisations internationales et les responsables des télécentres qu'elles soutiennent ont décidé de regrouper leurs connaissances et d'élaborer une position politique commune sur la connectivité et la question des licences. Depuis que tous s'expriment d'une seule voix, les autorités nationales manifestent plus d'intérêt pour les obstacles à l'efficacité des télécentres. L'AGETIC (Agence des technologies de l'information et de la communication) est désormais chargée de coordonner le réseau. « La cohérence entre toutes les initiatives des télécentres est indispensable », a déclaré M. Gaoussou Drabo, ministre de la Communication et des nouvelles technologies, lors d'une réunion organisée en novembre avec des représentants de l'IICD.



Le projet de Fepassi, Leo, Burkina Faso

Profil d'IICD

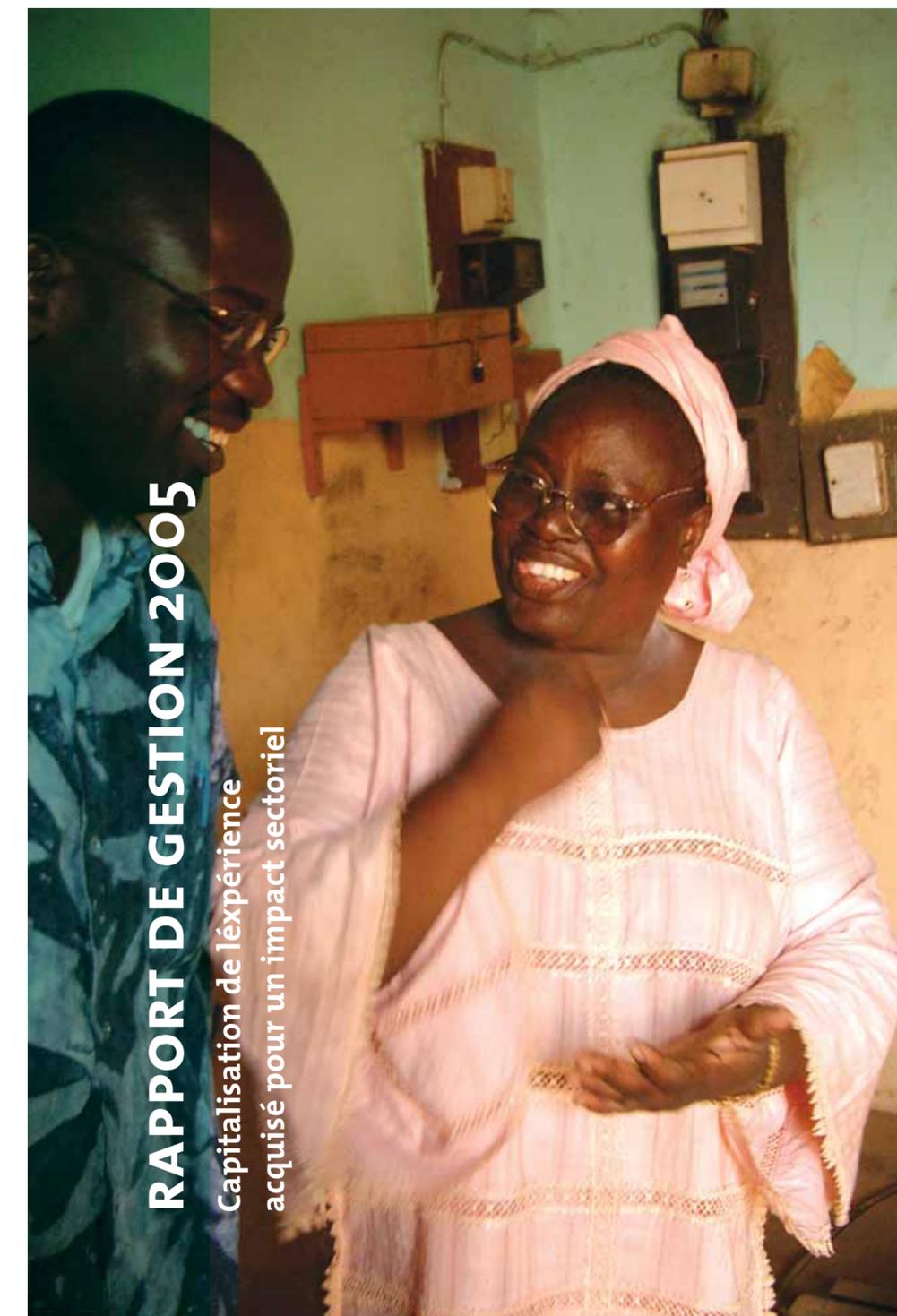
L'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) est une fondation sans but lucratif spécialisée dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au service du développement. L'IICD appuie le développement de nombreux pays en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes dans le domaine de l'éducation, de l'environnement, de la gouvernance, de la santé et des modes de subsistance. L'IICD apporte à ses partenaires du secteur public, privé ou sans but lucratif des connaissances, des innovations et des moyens financiers. L'IICD aide ses partenaires locaux à exploiter au mieux les TIC selon leurs propres termes. Véritable trait d'union entre des organisations locales et la communauté internationale, il contribue aussi à leur développement en tirant les leçons apprises et en partageant les connaissances sur les TIC.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'IICD: www.iccd.org/francais

Cette publication est extraite du rapport annuel 2006 de l'IICD. Pour plus d'informations ou pour recevoir la version intégrale du rapport (en anglais), veuillez contacter :

International Institute for Communication and Development
 P.O. Box 11586
 2502 AN La Haye
 Pays-Bas
 Téléphone: +31 (0)70 311 7311
 Fax: +31 (0)70 311 7322
 E-mail: information@iccd.org
 Site Web: www.iccd.org

Copyright IICD © Mai 2006
 Cover: Le projet de Songtaaba, Ougadougou, Burkina Faso



RAPPORT DE GESTION 2005

Capitalisation de l'expérience acquise pour un impact sectoriel



Le télécentre de Kita, Mali

Rapport de gestion

Capitalisation de l'expérience acquise pour un impact sectoriel

Le cadre stratégique actuel de l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) a nettement évolué au cours de sa dernière année d'application, en 2005, réduisant l'approche par projet au profit de programmes sectoriels. Les premiers projets pilotes de l'IICD, disparates, sont désormais intégrés dans leurs institutions de tutelle, les partenaires se regroupant pour partager leurs connaissances et conseiller leurs dirigeants sur les TIC et les politiques sectorielles.

Assurer un développement « facilité par les TIC », telle est, en bref, la mission de l'IICD. En agissant avec tous les segments de la société – des pouvoirs publics aux agriculteurs en passant par les petites entreprises – l'IICD aide les pays à intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans leurs stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté afin d'améliorer les soins de santé, l'éducation, la gouvernance et l'environnement et de donner aux communautés locales, en particulier aux agriculteurs, qui sont l'épine dorsale économique de nombreux pays en développement, davantage de pouvoir sur les marchés. Les résultats présentés ici sont ceux des partenaires engagés aux côtés de l'IICD, les habitants des pays concernés, aux Caraïbes, en Amérique latine et en Afrique. L'IICD assume pour sa part un triple rôle – de facilitation, de conseil et d'apport de ressources. En 2005, les programmes-pays et les réseaux thématiques de l'IICD, ses deux piliers stratégiques,

ont poursuivi les objectifs fixés; intégrer les TIC dans les pratiques sectorielles et collecter les résultats de l'expérience de l'IICD grâce à une sensibilisation accrue de la communauté internationale à l'importance des TIC dans l'ordre du jour du développement.

Intégration

En agissant comme courtier entre décideurs et partenaires locaux, lesquels, dans de nombreux pays, sont regroupés au sein de réseaux nationaux de partage de connaissances, l'IICD aide les pays à intégrer les TIC dans leurs politiques nationales. A ce jour, onze processus sectoriels sont engagés dans cinq pays, mobilisant les partenaires de l'IICD pour le partage de connaissances de première main sur des expériences réussies à l'échelon national et régional. L'implication de ces partenaires garantit la prise en compte réelle du potentiel des TIC dans les politiques et stratégies sectorielles afin d'aider les pays à concrétiser leurs objectifs

de développement, y compris les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et les cibles internationales énoncées dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). S'ils participent à l'élaboration de politiques sectorielles en Bolivie et en Ouganda, les partenaires de l'IICD contribuent également aux politiques nationales en matière de TIC. Ils assurent ce faisant le respect des besoins des populations rurales et des pauvres dans les plans nationaux pour les TIC et les télécommunications.

L'intégration ou l'incorporation des TIC dans les politiques et stratégies nationales est l'un des modes de parvenir à un développement durable facilité par les TIC. L'IICD s'efforce par ailleurs d'incorporer les TIC à d'autres niveaux. L'intégration des projets au sein de leurs institutions hôtes ou l'adoption et la transposition à grande échelle de projets pilotes efficaces par les instances officielles (ministères de l'Éducation par exemple) fait partie des grands objectifs de chaque projet. A ce jour et grâce à cette forme d'intégration, 27 pour cent des projets ont pu se poursuivre après l'arrêt du soutien financier de l'IICD.

Collecte

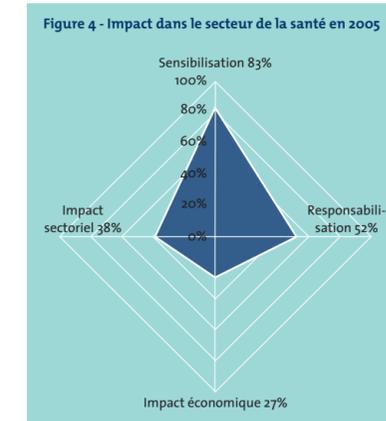
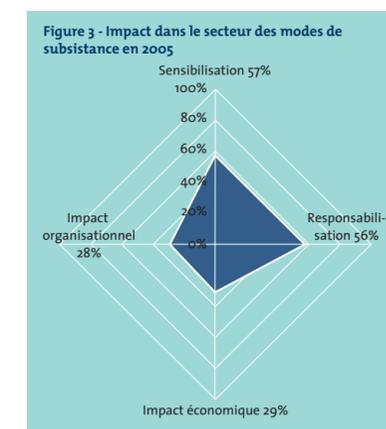
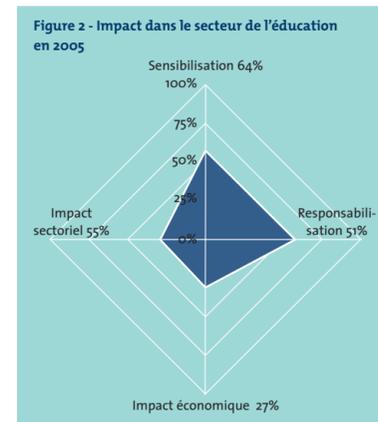
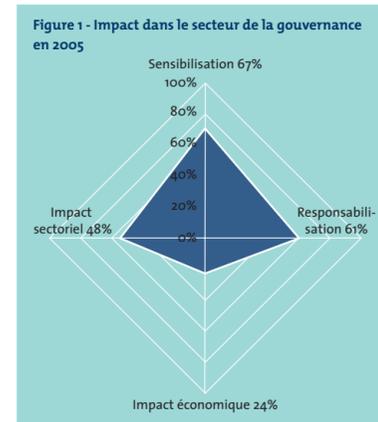
La collecte et le partage des fruits de huit années de soutien aux TIC pour le développement était le deuxième grand objectif de l'IICD pour 2005. La phase finale du Sommet mondial sur la société de l'information (Tunis, novembre 2005) aura proposé une vitrine exceptionnelle aux travaux de l'IICD, qui a pu ainsi partager son expérience avec la communauté internationale. L'IICD a franchi un pas important dans sa stratégie, avec le lancement de la première série d'études d'impact. Celles-ci doivent examiner les résultats obtenus et évaluer l'impact du programme de soutien de l'IICD sur le développement. Ces études passent en revue les expériences réussies et les échecs et valident certains résultats, comme l'importance

d'une implication directe des groupes cibles dans la conception des programmes et la prise en compte, à intervalles réguliers et tout au long du projet, de leurs commentaires. La première étude de cas de cette série est consacrée au progrès de la Bolivie entre 2000 et 2004. Elle a été largement diffusée aux décideurs et représentants locaux des bailleurs agissant en faveur des TIC pour le développement en Bolivie et dans le reste du monde. Une autre publication a été lancée pendant ce sommet – *iConnect Collected* – qui compile différents articles de journalistes de six pays africains à propos de l'impact et de l'utilisation des TIC pour le développement. Tout au long de l'année, l'IICD a consolidé sa position aux Pays-Bas en tant qu'organisation pionnière en matière de TIC pour le développement, à l'occasion de débats publics comme « Fill-the-Gap », dont il a assuré la présentation avec des organisations néerlandaises de développement telles que Hivos et Oneworld Pays-Bas.

Utilisateurs finaux directs et indirects

L'IICD estime que ses programmes touchent actuellement plus de 200 000 utilisateurs finaux directs et quelque 2 500 000 utilisateurs finaux indirects. Les « utilisateurs finaux directs » sont des participants actifs qui utilisent les services d'information fournis par les projets soutenus par l'IICD; ils viennent par exemple utiliser Internet ou des ordinateurs dans l'un des 250 centres d'information affiliés aux projets IICD, ouverts dans des écoles, des hôpitaux et des administrations, ou reçoivent les informations dont ils ont besoin par d'autres biais. Les communautés écoutant des émissions radio ou les internautes consultant des sites créés par des organisations partenaires de l'IICD font quant à eux partie des utilisateurs finaux indirects.

Le profil des utilisateurs finaux varie d'un secteur à l'autre. Dans l'éducation, ils seront enseignants,



étudiants et responsables d'établissement alors que dans le secteur des modes de subsistance, les petits exploitants seront majoritaires. Les projets du secteur de la santé visent essentiellement les prestataires de soins alors que les utilisateurs finaux relevant du secteur de la gouvernance sont des fonctionnaires ou les citoyens bénéficiant directement de services publics améliorés.

Si les programmes du secteur de l'éducation respectent la parité, la situation est nettement plus déséquilibrée dans les autres secteurs; entre 64 et 77 pour cent des utilisateurs finaux sont des hommes. Cet état de choses reflète en partie le contexte culturel – ainsi, des projets comme DistrictNet en Tanzanie fonctionnent avec des responsables locaux dont la plupart sont des hommes – mais c'est un domaine où des initiatives concrètes devront être engagées dans les années à venir. C'est la raison pour laquelle l'IICD a fait de l'égalité entre les sexes l'un des axes majeurs de ses programmes de travail à court terme. Actuellement et dans la mesure où la plupart des projets de l'IICD relèvent du secteur des

modes de subsistance, la majorité des utilisateurs finaux vit dans les zones rurales. Dans d'autres secteurs, les utilisateurs finaux sont plus ou moins équitablement répartis entre zones rurales et zones urbaines. Comme la plupart des personnes vivant avec un revenu inférieur à la moyenne résident en zones rurales, c'est là que l'IICD fera porter ses efforts dans les années à venir.

Mesurer le degré de satisfaction et l'impact

Les données statistiques présentées dans les diagrammes suivants sont tirées de questionnaires remplis par des utilisateurs finaux représentatifs sélectionnés parmi tous les projets soutenus par l'IICD. Les questions posées avaient trait à la sensibilisation, à la responsabilisation, à l'impact économique et à l'impact sectoriel.

Les conclusions suivantes concernent l'année 2005:

- globalement, les résultats des trois dernières années indiquent que le développement est un processus continu, qui démarre avec des utilisateurs finaux que l'on sensibilise progressivement au potentiel des applications TIC. A mesure qu'ils se familiarisent avec les outils, ceux-ci réalisent que les TIC leur permettent de se connecter, de s'exprimer, d'agir et de prendre de meilleures décisions. A long terme, ils sont mieux préparés et mieux équipés pour concevoir des initiatives qui les aideront à améliorer leur propre situation ou secteur;

- lors de la deuxième ou de la troisième année d'un projet, les utilisateurs finaux indiquent également qu'ils perçoivent un impact économique croissant. Celui-ci est souvent lié à un meilleur accès aux informations concernant les marchés ou à un positionnement plus judicieux sur le marché du travail. La performance globale de ces secteurs s'améliore également – un facteur essentiel pour garantir l'impact sectoriel durable des TIC;

- la plupart des projets de l'IICD se situent dans le secteur des modes de subsistance. Viennent ensuite l'éducation, la gouvernance et la santé. Aucune donnée n'est disponible pour le secteur de l'environnement et l'éventuel impact des TIC;

- c'est dans le secteur de la gouvernance (figure 1) que l'impact est le plus fort; les utilisateurs finaux témoignent d'un niveau de sensibilisation et de responsabilisation sensiblement accru. Comme la plupart des projets du secteur sont opérationnels depuis au moins trois ans, les résultats sont conformes à l'objectif prévu en matière de responsabilisation. Cela signifie qu'il y a un impact positif pour la prise de décision, la transparence et la communication plus efficace (OMD 8). Il s'agit là d'un résultat important, qui contribue à réduire le fossé entre les citoyens et leurs dirigeants;